

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 7 MARS 2025

Le conseil a décidé l'extension du stationnement payant et résidentiel sur l'ensemble du territoire de la commune. Un plan d'aménagement particulier entre la route d'Esch et la rue Paul Eyschen a également été approuvé.

Informations

En début de séance, le bourgmestre M. Laurent Zeimet (CSV) a invité le conseil communal à observer une minute de silence en hommage à ses anciens membres, MM. Paul Oé et Jean-Marie Eresch.

Il a informé les conseillers que la cérémonie d'ouverture du nouveau pont Émile Hammerel est prévue pour le 4 avril 2025.

Par ailleurs, le bourgmestre a annoncé que la commune lancera un nouvel appel à candidatures pour constituer la commission des loyers.

Extension du stationnement payant et résidentiel

M. Laurent Zeimet a rappelé que l'extension du stationnement payant et résidentiel à l'ensemble du territoire communal a été annoncée par la déclaration échevinale. Après l'élaboration d'un concept initial, celui-ci a été présenté aux citoyens lors de deux réunions d'information publique en janvier. Grâce aux retours recueillis, le projet a été ajusté, examiné par la commission de la Mobilité, puis finalisé. Le bourgmestre a tenu à remercier toutes les parties prenantes ayant contribué à son élaboration.

L'échevin M. Jean Marie Jans (CSV) a également salué l'implication des intervenants et a présenté le projet en détail. Il a rappelé que les citoyens avaient eu jusqu'au 5 février pour soumettre leurs observations sur le projet initial. De nombreuses remarques ont été reçues, analysées par la commission de la Mobilité, qui a pris position et formulé des recommandations intégrées dans la version finale du projet. Ainsi, à la suite des suggestions des habitants, les réglementations ont été adaptées dans plusieurs quartiers, tant à Noertzange, avec la zone AN appliquée à la seule rue de la Gare, qu'à Bettembourg, avec la zone B2 modifiée à deux heures de stationnement maximal et la nouvelle zone B3 appliquée au quartier « Ëm de Bëchel ». Concernant la gestion des parkings publics, l'échevin a souligné qu'aucun changement notable n'a été apporté par rapport à la proposition initiale.

M. Jans a rappelé que toutes les propositions initiales sont disponibles sur le site web de la commune et a ajouté que les modalités retenues et votées seront communiquées, dès validation

par l'autorité supérieure, aux alentours de la mi-mai, via les canaux de communication officiels de la commune.

M. Roby Biwer (LSAP) a souligné la complexité du projet de règlement sur le stationnement et a estimé qu'une période de transition d'un mois pourrait être trop courte pour permettre aux habitants de s'adapter. Le conseiller a estimé que cette initiative ne résoudra pas efficacement le problème de stationnement des habitants, car l'agrandissement du parking P&R près de la gare de Bettembourg n'a pas été réalisé en amont de l'introduction du concept de stationnement résidentiel. M. Biwer a regretté que seule la commission communale de la mobilité ait été consultée sur les coûts des vignettes et des tickets de stationnement, alors que la commission communale des finances n'a pas été impliquée. Il a également demandé que la deuxième vignette soit gratuite ou à un tarif plus accessible comme dans les communes voisines. Le conseiller a souligné l'inégalité des conditions de stationnement pour les résidents, en raison des différentes durées de gratuité des parkings publics selon les zones géographiques. Il a exprimé des préoccupations concernant l'absence de solution pour les travailleurs non résidents de la commune, qui ne pourront pas obtenir de vignette, ce qui pourrait nuire à l'économie locale. Il a soulevé le même problème pour les commerçants, qui n'ont pas de vignette spécifique pour se garer près de leurs établissements. Enfin, M. Biwer a attiré l'attention sur la situation des jeunes adultes qui restent de plus en plus longtemps chez leurs parents et a proposé, dans ce contexte, d'augmenter le nombre de vignettes par foyer, en instaurant par exemple un système avec deux vignettes gratuites et une troisième payante. Tout en rappelant que le LSAP soutient le principe de la généralisation du stationnement résidentiel et payant, le conseiller a estimé que des ajustements sont nécessaires pour garantir un règlement plus équitable et mieux adapté aux réalités locales. Il a demandé un délai supplémentaire afin de permettre un débat plus approfondi dépassant les clivages politiques et de parvenir à une version améliorée du règlement qui puisse être adoptée à l'unanimité. Ces préoccupations ont d'ailleurs été formalisées dans une motion déposée par le LSAP.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) a indiqué que son parti soutient le projet de stationnement résidentiel et payant. Bien que la voiture soit souvent perçue comme une "vache sacrée" au Luxembourg, occupant de plus en plus d'espace public depuis des décennies, le conseiller a souligné que l'espace public appartient à tous. Se garer où l'on veut et avec autant de véhicules que l'on désire ne constitue pas un droit fondamental, selon le conseiller et c'est pour cette raison qu'il a considéré ce projet comme un pas décisif, bien que modéré, dans la bonne direction. En outre, il a souligné que la fermeture du pont Émile Hammerel a incité de nombreux citoyens à adopter la mobilité douce, un mode de déplacement au sein de la commune qui ne nécessite pas de vignette de stationnement et qui présente également des bienfaits pour la santé. Le conseiller a précisé qu'il est légitime que ce projet bénéficie exclusivement aux résidents, et non aux professionnels, comme c'est la pratique dans la plupart des grandes villes.

M. Jeff Gross (CSV) a rappelé que de nombreux citoyens avaient demandé l'extension du stationnement résidentiel sur l'ensemble du territoire communal depuis de nombreuses années. Il a salué le fait que les citoyens aient pu soumettre leurs suggestions et objections, et que la commission communale de mobilité ait pris en compte une grande partie d'entre elles. Le conseiller a souligné l'importance de s'inspirer des expériences des communes voisines, où le stationnement résidentiel est déjà en place, ce qui a permis d'éviter certaines erreurs, selon lui. Il a précisé que l'objectif du stationnement résidentiel est de répartir équitablement les places de stationnement entre les habitants, avec une limite de deux vignettes par ménage, comme dans les communes de Dudelange et Roeser. Le conseiller a également insisté sur le fait que les zones de stationnement ont été adaptées aux besoins des riverains et que le système doit être appliqué sur l'ensemble du territoire, en accord avec les pratiques des communes voisines. Pour assurer le respect des règles, des agents municipaux supplémentaires seront nécessaires. Il a également estimé que la construction d'un parking P&R près de la gare ne bénéficierait pas réellement aux riverains, l'objectif du règlement restant de favoriser un stationnement équitable entre les habitants. Selon lui, les problèmes de stationnement étant diversifiés, l'agrandissement

du parking P&R ne saurait y remédier. Le conseiller a critiqué le fait que le parti socialiste semble privilégier les besoins des non-résidents au détriment des habitants de la commune. Enfin, il a estimé que la commission avait disposé de suffisamment de temps pour discuter du projet.

Mme Linda Kunsch (LSAP) a jugé injuste que la vignette professionnelle soit exclusivement réservée aux personnes venant de l'extérieur pour assurer des permanences, sans être accessible aux non-riverains travaillant à Bettembourg dans d'autres professions. Elle a souligné que la commune de Dudelange, souvent citée en exemple en matière de stationnement résidentiel, dispose de quatre parkings P&R où les non-riverains peuvent se garer gratuitement pendant toute la journée. Elle a ainsi estimé que venir travailler à Bettembourg deviendra moins attractif. La conseillère a également réitéré qu'il serait préférable d'augmenter le nombre de vignettes disponibles par ménage, notamment en raison du fait que les jeunes vivent plus longtemps chez leurs parents.

L'échevin M. Jean Marie Jans a considéré qu'un mois suffira pour s'adapter aux nouvelles règles de stationnement. Il a jugé irresponsable de proposer d'attendre l'extension du P&R Gare, prévue par les CFL pour 2032, avant d'introduire le stationnement résidentiel, car un tel délai ne permettrait pas de répondre aux besoins urgents des citoyens de la commune. Il a précisé que les non-résidents travaillant dans la commune disposent déjà de nombreuses places de stationnement gratuites pour une durée de 4 à 5 heures, avec la possibilité de déplacer leur véhicule à la pause de midi pour bénéficier d'une nouvelle période de gratuité ou encore de s'acquitter du prix pour les heures supplémentaires. Par ailleurs, l'échevin a considéré que l'attribution d'une troisième vignette n'est pas utile. Les deux vignettes, donnant la possibilité de stationner dans le domaine public jusque quatre voitures, dont deux simultanément, permettent de partager plus équitablement l'espace disponible. Concernant le prix de la deuxième vignette, M. Jans a relevé qu'elle revient à moins de 25 cents par jour. Il a souligné que les différentes durées de stationnement gratuit sur les parkings publics ne sont aucunement une nouveauté du dispositif de stationnement résidentiel, mais existent déjà depuis plusieurs années dans la commune sans créer d'inégalité entre citoyens. L'échevin a expliqué que la vignette professionnelle n'est pas réservée aux seuls professionnels extérieurs et ne permet pas de stationner sur le même emplacement toute la journée, mais au plus pendant deux heures. Cette vignette n'a d'ailleurs de réelle utilité que dans les zones AB et AN, puisque dans les autres zones, il est de toute façon possible de stationner avec disque au moins la même durée.

Le conseil communal a rejeté la motion du parti socialiste par 8 voix contre 7. Quant au règlement instaurant le stationnement résidentiel et payant sur l'ensemble du territoire communal, il a été approuvé par 9 voix contre 6.

Plan d'aménagement particulier Route d'Esch, rue Paul Eyschen

Lors de son introduction, le bourgmestre a rappelé que le projet, déposé le 2 mai 2024, concerne le réaménagement de la zone située entre la route d'Esch et la rue Paul Eyschen à Bettembourg. Les modifications apportées au plan d'aménagement général (PAG) de 2020 en vigueur ont permis une densification interne. Cette approche, encouragée par les autorités publiques, vise à optimiser l'utilisation des terrains constructibles tout en améliorant la qualité de vie dans un secteur déjà dynamique, où résident de nombreuses personnes et où se concentrent divers services. C'est dans cet esprit que la commune a accompagné l'élaboration du plan d'aménagement particulier (PAP).

M. David Graul du service Urbanisme a présenté les détails du projet. Celui-ci a fait l'objet de six réclamations ainsi que d'un avis de la cellule d'évaluation du ministère des Affaires intérieures. Les ajustements requis ont été intégrés dans la partie écrite du PAP. Le projet prévoit la construction d'un ensemble immobilier de 25 unités de logements, dont trois abordables,



réparties en 3 blocs, situé en zone urbaine mixte à Bettembourg. Conformément aux règles d'aménagement, le rez-de-chaussée du bâtiment A devra être réservé à des usages autres que l'habitation, tandis que ceux des bâtiments B et C devront comporter au moins 30 % d'affectations non résidentielles. Par ailleurs, les activités incompatibles avec la sécurité, la salubrité et la tranquillité du voisinage, comme les restaurants et débits de boissons, seront interdites à l'intérieur d'îlot. Le projet met l'accent sur la qualité de vie, avec la création d'espaces verts privés destinés aux plantations et aux jardins, alimentés par un système de récupération des eaux pluviales. Le stationnement en surface sera interdit, et les rampes d'accès aux parkings souterrains devront être végétalisées afin d'atténuer les nuisances sonores en provenance de la route d'Esch. Enfin, une liaison piétonne sera aménagée pour relier les deux rues et faciliter les déplacements.

M. Patrick Hutmacher (LSAP) a salué le principe de création de logements, en particulier abordables, au sein de la commune. Toutefois, il a regretté la disparition des jardins existants au profit d'immeubles, dont il juge la hauteur excessive. Il s'est également interrogé sur la possibilité de construire en deuxième ligne, normalement interdite par le règlement des bâtisses selon lui. Par ailleurs, le conseiller a déploré que la mise en œuvre de ce PAP conduise à une imperméabilisation quasi totale du sol du site, en raison de la construction d'un parking souterrain recouvert de dalles de béton. Selon lui, le règlement des bâtisses ne permet pas de considérer une surface bétonnée comme une zone verte. M. Hutmacher a contesté la conclusion du PAP, selon laquelle le projet améliorerait la situation du risque d'inondation du site, estimant que l'imperméabilisation totale empêcherait tout écoulement naturel des eaux.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) a reconnu les préoccupations suscitées par la construction d'immeubles en arrière-cour, une opposition qu'il qualifie de réaction classique de type « NIMBY » (Not in My Backyard). Cependant, il a déclaré son soutien au projet dans le contexte de la crise nationale du logement. Le conseiller a rappelé qu'il s'agit d'une initiative privée sur un terrain privé, situé dans un emplacement stratégique. Selon lui, d'un point de vue urbanistique, il est préférable de favoriser la densification urbaine plutôt que d'étendre l'urbanisation sur des espaces verts ou en déboisant des forêts. M. Hirsch a souligné également les efforts de la commune pour optimiser le projet dans le cadre des contraintes existantes, notamment avec la taille relativement réduite du parking souterrain, la récupération des eaux de pluie pour l'arrosage et la mise en place d'un plan vert.

M. Jeff Gross (CSV) a exprimé son soutien au projet, qui favorise, selon lui, la création de logements en plein centre tout en assurant une connexion optimale aux écoles et aux transports publics. Il a souligné que la densification interne, conforme aux recommandations nationales, est un atout majeur et qu'objectivement, ce projet constitue une nette amélioration par rapport à la situation actuelle. Bien que le conseiller ait insisté sur la nécessité de rester vigilant quant à l'imperméabilisation des sols, il s'est dit convaincu que les adaptations apportées ont renforcé l'intégration du projet dans le quartier résidentiel existant. Il a rappelé également que la commission communale d'urbanisme a salué la démarche de la commune, estimant qu'elle va dans la bonne direction.

M. Patrick Kohn (ADR) a exprimé un soutien de principe au projet, tout en soulevant une réserve importante. Il a rappelé que le site est situé dans une zone humide et a évoqué un précédent survenu en 2003, lorsqu'un immeuble d'habitation de la même rue avait été inondé en raison d'un parking souterrain. La construction de cette résidence avait alors été retardée de deux ans afin



de permettre l'installation d'une cuve étanche. Fort de cette expérience, le conseiller a mis en garde contre les risques liés à l'aménagement du site.

M. Graul a expliqué que les bâtiments seraient construits dans une cuve étanche afin d'empêcher toute infiltration d'eau dans le parking souterrain. L'étude réalisée par le bureau d'ingénierie EEPI a conclu qu'une amélioration de la situation actuelle était probable, une construction pouvant parfois contribuer à une meilleure gestion des conditions existantes. Sur cette base, l'AGE a accordé son accord de principe. Il a rappelé que lors de l'instruction du permis de construire définitif, un nouvel accord de l'AGE sera requis, cette dernière procédant alors à une vérification approfondie de tous les détails du projet.

Le conseil communal a finalement adopté avec 8 voix contre 7 abstentions le PAP route d'Esch et rue Paul Eyschen à Bettembourg.

Dénomination des noms de rues

Le bourgmestre M. Zeimet a informé le conseil que, à l'heure actuelle, 24 rues de la commune portent des noms de personnalités masculines, tandis que seulement 5 sont dédiées à des femmes. Conscient de cet écart, le collège échevinal a exprimé son souhait d'attribuer davantage de noms de rues à des femmes. Cette initiative ne se limiterait pas à une démarche symbolique annuelle, pendant le « Mois de la Femme », mais s'inscrit dans une stratégie durable visant à atteindre une véritable égalité des genres à long terme.

Dans cette optique, M. Zeimet a proposé au conseil communal une liste de 23 femmes dont les noms pourraient être retenus. Cette liste a été établie en recherchant des équivalents féminins aux noms masculins existants ainsi qu'en identifiant des femmes qui ont marqué l'histoire de la commune. Au total, 19 noms sont nécessaires. Ainsi, les rues du futur quartier résidentiel autour du PAP LEO porteront des noms féminins. De même, dans la Cité Beaulieu à Noertzange et la Cité du Soleil à Bettembourg, tous les axes secondaires dépourvus de nom propre se verront attribuer une appellation féminine, sans toutefois modifier les adresses officielles. M. Zeimet a invité chaque groupe politique à examiner la liste, à proposer éventuellement d'autres noms. L'ensemble sera discuté au sein de la commission de l'égalité des chances et de la cohésion sociale.

Mme Sylvie Jansa (LSAP) a salué cette initiative et exprimé son soutien total, estimant qu'une telle démarche aurait dû être entreprise depuis longtemps. Elle a également jugé les propositions pertinentes et insisté sur l'importance d'honorer en particulier les femmes engagées dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'échevine Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) a précisé que le juriste du Conseil national des femmes mène actuellement des recherches pour déterminer si l'attribution du nom d'une personne encore vivante à une rue est possible au cas où la personne vit en France. Dans ce contexte, elle a mentionné Mme Gisèle Pelicot en tant que victime de violence domestique ayant acquis une notoriété internationale. À ce sujet, le bourgmestre a souligné que cela était réalisable, en citant l'exemple de rues luxembourgeoises qui portent déjà le nom de personnes vivantes.



« Meng Gemeng leeft Sport »

Le conseil communal a approuvé l'adhésion à la charte « Meng Gemeng leeft Sport », qui vise à promouvoir une société saine, active et inclusive par le développement de l'activité physique et des sports.

Le bourgmestre Laurent Zeimet a rappelé que la commune peut être considérée comme pionnière dans ce domaine puisqu'elle regroupe depuis 2015 la multitude d'activités de sport/loisir pour tous les âges au sein du syndicat intercommunal « An der Schwemm » via un coordinateur sportif et que dans le cadre de cette convention, cet effort sera supporté financièrement de façon rétroactive.

L'échevin M. Gusty Graas (DP) a souligné l'engagement fort de la commune de Bettembourg en faveur du sport. Il a mis en avant la richesse de son tissu associatif, avec de nombreux clubs dynamiques, ainsi que la qualité de ses infrastructures. La signature de cette charte s'inscrit selon lui ainsi dans la continuité logique de la politique sportive menée par la commune. L'échevin a rappelé l'élaboration du plan directeur Sports et insisté sur le fait que cette politique ne se limite pas au sport de compétition, mais englobe l'ensemble des pratiques sportives. Concernant les infrastructures, M. Graas a affirmé que la commune est bien dotée, tout en insistant sur l'importance de garantir un accès au sport pour tous, y compris pour ceux qui ne souhaitent pas intégrer un club. Enfin, l'échevin a précisé que la charte prévoit une prise en charge de 80 % des coûts liés au coordinateur sportif par le ministère compétent.

Conventions

Le conseil communal a approuvé la convention Fuel Box X. Le bourgmestre a informé les conseillers que conformément à son annonce lors de la présentation du budget, la commune souhaite faire ses adieux symboliques aux anciens ateliers communaux de la route d'Abweiler avant leur démolition. L'idée retenue est d'organiser une exposition d'art contemporain regroupant une quarantaine d'artistes en collaboration avec le collectif artistique « Fuel Box ». L'exposition se tiendra du 17 juillet au 10 août 2025.

Mme Sylvie Jansa (LSAP) a salué cette initiative intéressante. Elle a demandé si des artistes de Bettembourg seraient également invités à y participer. Le bourgmestre a précisé que le collectif comptait déjà certains artistes locaux, mais qu'il se renseignerait sur la possibilité d'intégrer d'autres talents de la commune à l'exposition.

Le conseil communal a également approuvé la convention avec « UP Foundation » pour le lancement du projet « Forum enfants et jeunes » faisant partie de la déclaration échevinale.

L'échevine Mme Josée Lorsché a expliqué que ce forum vise à ancrer le droit de parole et la participation active des enfants et des jeunes dans la commune sur des sujets qui les concernent et les intéressent et que cette participation active est d'ailleurs un droit inscrit dans la Convention internationale des droits de l'enfant. Des premiers ateliers sur l'aménagement de l'espace public sont en cours de préparation. Ils porteront sur les aires de jeux, les cours d'école et le réaménagement du centre de Bettembourg, afin de développer des idées pour rendre l'espace public plus attrayant pour les enfants et les jeunes. Avec ce projet, la commune réagit également à la demande de créer une commission de la jeunesse. L'échevine estime qu'il n'est pas logique que seuls les adultes prennent des décisions pour les enfants et les jeunes au sein d'une



commission, mais qu'une participation active des enfants et des jeunes via des ateliers est beaucoup plus efficace.

M. Patrick Kohn (ADR) a salué cette initiative et a demandé si la commune ne souhaitait pas également mettre en place un conseil communal des enfants. Mme Lorsché a répondu que l'expérience d'autres communes où il existe un conseil communal des enfants montre que beaucoup d'enfants et d'adolescents ne se sentent pas concernés, car un conseil communal est pour eux plutôt ressenti comme une place où leurs idées ne peuvent pas être discutées de manière aussi fondamentale. Les enfants et les adolescents préféreraient être actifs, peindre et bricoler pour représenter leurs idées. Elle a informé M. Kohn que les participants du forum présenteront dans une séance du conseil communal les idées qu'ils ont développées lors des ateliers.

Zone d'activité Wolser F

A la suite des explications de l'échevin M. Jean Marie Jans, le conseil communal a approuvé l'acte notarié formalisant la concession d'un droit de superficie à la société DELLIZOTTI pour les parcelles dans la zone d'activité Wolser F ainsi que la convention avec Maecolux/Questa SA pour permettre à la société de commencer les travaux de construction dans la zone d'activité Wolser F également.

Changements au sein des commissions

Sur proposition du conseiller ADR, le conseil communal a remplacé M. Stephan Salvatore par M. Klaus Klein à la Commission de la mobilité, M. Patrick Basch par Mme Tonka Ivanova à la Commission de la culture et du tourisme et M. Alain Sohy par Mme Marianne Stehmeier à la Commission de la cohésion sociale. Sur demande des conseillers LSAP, le conseil communal a remplacé Mme Marie-Rose Künsch-Kass par Mme Maryse Neuens à la Commission des seniors et de l'inclusion et Mme Françoise Goerend par M. Mika Pinto Texeira à la Commission du développement durable.

Questions des conseillères et des conseillers

M. Guy Frantzen (LSAP) a demandé quelles mesures sont prévues pour réduire l'impact des fortes crues dans le quartier « Al Beetebuerg ». Il a également demandé des précisions sur le budget de 180.000€ pour 2025, le suivi du dossier par le bureau EEPI et la tenue d'une nouvelle rencontre avec les habitants concernés.

Le bourgmestre a répondu que le bureau EEPI a proposé une liste de mesures prioritaires pour lutter contre les crues et les pluies torrentielles. Pour discuter ces mesures, une réunion avec les responsables de l'AGE a été programmée pour le 23 avril 2025 afin de mettre en place ces mesures et obtenir des aides étatiques. En attendant, des actions, comme l'installation d'une station de mesure sur le pont de la route d'Esch, sont en cours. Une nouvelle rencontre avec les habitants sera organisée après la réunion avec l'AGE.



BERICHT DES GEMEINDERATS VOM 7. MÄRZ 2025

Der Rat beschloss die Ausweitung des gebührenpflichtigen Parkens sowie des Anrainerparkens auf das gesamte Gemeindegebiet. Außerdem wurde ein PAP zwischen der Route d'Esch und der Rue Paul Eyschen genehmigt.

Informationen

Zu Beginn der Sitzung bat Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) den Gemeinderat um eine Schweigeminute zum Gedenken an die ehemaligen Mitglieder Paul Oé und Jean-Marie Eresch. Anschließend teilte er den Ratsmitgliedern mit, dass die feierliche Eröffnung der neuen Emile-Hammerel-Brücke für den 4. April 2025 geplant ist. Der Bürgermeister kündigte außerdem an, dass die Gemeinde eine neue Ausschreibung für die Besetzung der Mietkommission veröffentlichen wird.

Ausweitung der gebührenpflichtigen Parkplätze und des Anrainerparkens

Laurent Zeimet erinnerte daran, dass die Ausweitung der gebührenpflichtigen Parkplätze und des Anrainerparkens auf das gesamte Gemeindegebiet bereits in der Schöffenerklärung angekündigt wurde. Nach der Erstellung eines ersten Konzeptes wurde dieses den Bürgern im Januar in zwei öffentlichen Informationsveranstaltungen der Bevölkerung vorgestellt. Auf Basis der gesammelten Rückmeldungen wurde das Projekt überarbeitet, von der Mobilitätskommission geprüft und schließlich finalisiert. Der Bürgermeister dankte allen Beteiligten, die zur Entwicklung des Konzepts beigetragen haben.

Schöffe Jean Marie Jans (CSV) würdigte ebenfalls das Engagement der Beteiligten und stellte das Projekt im Detail vor. Er erinnerte daran, dass die Bürger bis zum 5. Februar die Möglichkeit hatten, sich zum ursprünglichen Entwurf zu äußern. Es seien zahlreiche Anmerkungen eingegangen, die von der Mobilitätskommission analysiert und in die endgültige Fassung der Verordnung eingearbeitet worden seien. So wurden beispielsweise in mehreren Ortsteilen die Regelungen angepasst: In Nörtzingen beschränkt sich die Zone AN nun auf die Rue de la Gare, während in Bettembourg die Zone B2 eine Höchstparkdauer von zwei Stunden erhält und die neue Zone B3 das Viertel "Ëm de Bëchel" umfasst.

Bezüglich der Verwaltung der öffentlichen Parkplätze erklärte Jean Marie Jans, dass es gegenüber dem ursprünglichen Vorschlag keine wesentlichen Änderungen gegeben habe. Er wies darauf hin, dass alle ursprünglichen Vorschläge auf der Website der Gemeinde einsehbar seien und dass die endgültige Regelung nach Genehmigung durch die übergeordnete Behörde etwa Mitte Mai über die offiziellen Kommunikationskanäle der Gemeinde veröffentlicht werde.

Roby Biwer (LSAP) wies auf die Komplexität des Entwurfs der Parkverordnung hin und schlug vor, die Übergangsfrist zu verlängern, um den Bürgern eine angemessene Anpassungszeit zu ermöglichen. Er kritisierte, dass die Erweiterung des P&R-Parkplatzes am Bahnhof Bettembourg nicht vor der Einführung des Anrainerparkens umgesetzt wurde und befürchtete, dass die Maßnahme das Parkproblem der Anwohner nicht wirksam lösen werde. Zudem bemängelte er, dass nur die Mobilitätskommission und nicht auch die Finanzkommission zu den Kosten für Vignetten und Parkscheine konsultiert wurde. Das Ratsmitglied forderte, dass die zweite Vignette kostenlos oder zu einem erschwinglicheren Preis angeboten werde, wie es in den Nachbargemeinden der Fall sei. Er wies auf die ungleichen Parkbedingungen für Anwohner hin, da öffentliche Parkplätze in verschiedenen geographischen Gebieten unterschiedlich lange kostenlos genutzt werden können. Roby Biwer äußerte seine Besorgnis darüber, dass es keine Lösung für nicht in der Gemeinde ansässige Arbeitnehmer gibt, die keine Vignette erhalten



können, was der lokalen Wirtschaft schaden könnte. Er warf das gleiche Problem für Einzelhändler auf, die keine spezielle Vignette für das Parken in der Nähe ihrer Geschäfte erhalten. Schließlich wies er auf die Situation junger Erwachsener hin, die immer länger bei ihren Eltern wohnen bleiben, und schlug in diesem Zusammenhang vor, die Anzahl der Vignetten pro Haushalt zu erhöhen, zum Beispiel durch ein System mit zwei kostenlosen und einer gebührenpflichtigen Vignette. Das Ratsmitglied erinnerte zwar daran, dass die LSAP die generelle Einführung des Anrainerparkens und des gebührenpflichtigen Parkens grundsätzlich befürworte, dass aber Anpassungen notwendig seien, um eine gerechtere und den örtlichen Gegebenheiten besser angepasste Regelung zu gewährleisten. Er bat um mehr Zeit, um eine eingehendere Diskussion über die politischen Grenzen hinweg zu ermöglichen und zu einer verbesserten Fassung der Verordnung zu gelangen, die einstimmig angenommen werden kann. Dieses Anliegen wurde im Übrigen in einem Antrag der LSAP formuliert.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) bekräftigte die Unterstützung seiner Partei für das Konzept. Obwohl das Auto in Luxemburg oft als "heilige Kuh" wahrgenommen wird und seit Jahrzehnten immer mehr öffentlichen Raum beansprucht, betonte das Ratsmitglied, dass der öffentliche Raum allen gehöre. Es sei kein Grundrecht, zu parken, wo man wolle und mit so vielen Fahrzeugen, wie man wolle, so Nicolas Hirsch, und deshalb sei das Projekt ein entscheidender, wenn auch moderater Schritt in die richtige Richtung. Er betonte auch, dass die Sperrung der Emile-Hammerel-Brücke viele Bürger dazu veranlasst habe, auf sanfte Mobilität umzusteigen, eine Art der Fortbewegung innerhalb der Gemeinde, die keine Parkvignette erfordert und auch gesundheitliche Vorteile bietet. Das Ratsmitglied stellte klar, dass es legitim sei, dass dieses Projekt ausschließlich den Anwohnern zugute komme, wie es in den meisten Großstädten der Fall sei, und nicht den Gewerbetreibenden.

Jeff Gross (CSV) erinnerte daran, dass viele Bürger seit langem eine Ausweitung des Anrainerparkens fordern. Er begrüßte die Tatsache, dass die Bürger ihre Vorschläge und Einwände einbringen konnten und dass die Mobilitätskommission einen Großteil davon berücksichtigt habe. Er betonte, dass es wichtig sei, von den Erfahrungen der Nachbargemeinden zu lernen, in denen das Anrainerparken bereits eingeführt wurde, um Fehler zu vermeiden. Er stellte klar, dass das Ziel des Anrainerparkens eine gerechte Verteilung der Parkplätze unter den Anwohnern sei, mit einer Begrenzung auf zwei Parkvignetten pro Haushalt, analog zu Düdelingen und Roeser. Jeff Gross unterstrich, dass die Parkzonen an die Bedürfnisse der Anwohner angepasst wurden und dass das System im gesamten Gebiet angewendet wird, in Übereinstimmung mit der Praxis in den Nachbargemeinden. Um die Einhaltung der Regeln zu gewährleisten, seien zusätzliche kommunale Beamte erforderlich. Außerdem sei der Bau eines P&R-Parkplatzes am Bahnhof keine ausreichende Lösung für die Parkprobleme der Anwohner, da das Ziel der Verordnung nach wie vor darin bestehe, ein gerechtes Parken unter den Anwohnern zu fördern. Da die Parkprobleme vielschichtig seien, könne die Erweiterung des P&R-Parkplatzes keine Abhilfe schaffen. Das Ratsmitglied kritisierte, dass die Sozialistische Partei die Bedürfnisse von Nicht-Anwohnern stärker berücksichtigen wolle als die der Anwohner. Seiner Ansicht nach habe die Mobilitätskommission genügend Zeit gehabt, das Projekt zu diskutieren.

Linda Kunsch (LSAP) hielt es für ungerecht, dass die Berufsvignette ausschließlich auswärtigen Bereitschaftsdienstleistenden vorbehalten sei, während andere Pendler keine entsprechende Parkmöglichkeit hätten. Sie verwies auf die Gemeinde Düdelingen, die oft als Beispiel für das Anrainerparken genannt wird, wo vier P&R-Parkplätze Nicht-Anwohnern ganztägig kostenlos für Nichtanlieger zur Verfügung stehen. Sie befürchtete, dass Bettembourg als Arbeitsort an Attraktivität verlieren könnte. Das Ratsmitglied sprach sich auch dafür aus, die Anzahl der pro Haushalt verfügbaren Vignetten zu erhöhen, insbesondere angesichts des Trends, dass junge Erwachsene länger bei ihren Eltern wohnen.

Schöffe Jean Marie Jans hielt einen Monat für ausreichend, um sich an die neue Parkregelung anzupassen. Er hielt den Vorschlag, mit der Einführung des Anrainerparkens bis zum Ausbau des P&R Parkplatzes am Bahnhof zu warten, der von den CFL für 2032 geplant ist, für unverantwortlich, da eine derart lange Frist nicht erlauben würde, um die dringenden Bedürfnisse



der Bürger der Gemeinde zu befriedigen. Er wies darauf hin, dass den in der Gemeinde arbeitenden Nichtansässigen bereits zahlreiche kostenlose Parkplätze für vier bis fünf Stunden zur Verfügung stehen, mit der Möglichkeit, das Fahrzeug während der Mittagspause umzuparken, um von einer weiteren kostenlosen Parkzeit zu profitieren, oder die Gebühr für zusätzliche Stunden zu entrichten. Darüber hinaus hielt der Schöffe die Ausgabe einer dritten Vignette nicht für sinnvoll. Die zwei Vignetten, die das Parken von bis zu vier Fahrzeugen im öffentlichen Raum erlauben, davon zwei gleichzeitig, ermöglichen eine gerechtere Verteilung des verfügbaren Raums. Bezüglich des Preises der zweiten Vignette wies Jean Marie Jans darauf hin, dass diese weniger als 25 Cent pro Tag koste. Zudem stellte er klar, dass die unterschiedliche Dauer des kostenlosen Parkens auf öffentlichen Parkplätzen keine neue Regelung sei, sondern in der Gemeinde seit Jahren bestehe, ohne dass es zu Ungleichheiten zwischen den Bürgern gekommen sei. Der Schöffe erläuterte, dass die Gewerbevignette nicht nur auswärtigen Gewerbetreibenden vorbehalten sei und nicht zum ganztägigen Parken berechtere, sondern maximal zwei Stunden auf demselben Stellplatz erlaube. Diese Vignette sei nur in den Zonen AB und AN sinnvoll, da in den anderen Zonen ohnehin mit Parkscheibe mindestens ebenso lang geparkt werden könne.

Der Gemeinderat lehnte den Antrag der Sozialistischen Partei mit 8 zu 7 Stimmen ab. Die Verordnung zur Einführung des gebührenpflichtigen Anrainerparkens im gesamten Gemeindegebiet wurde mit 9 zu 6 Stimmen angenommen.

Plan d'Aménagement Particulier Route d'Esch, rue Paul Eyschen

Bei seiner Einführung erinnerte der Bürgermeister daran, dass das am 2. Mai 2024 eingereichte Projekt die Neugestaltung des Gebiets zwischen der Route d'Esch und der Rue Paul Eyschen in Bettembourg betrifft. Die Änderungen des gültigen Plan d'aménagement général (PAG) von 2020 haben eine Verdichtung im Innern des Ortes ermöglicht. Dieser von der öffentlichen Hand geförderte Ansatz zielt darauf ab, die Nutzung des Baulandes zu optimieren und gleichzeitig die Lebensqualität in einem bereits dynamischen Viertel zu verbessern, in dem viele Menschen wohnen und sich verschiedene Dienstleistungen angesiedelt sind. In diesem Rahmen begleitete die Gemeindeverwaltung die Ausarbeitung des Sonderbebauungsplans (PAP).

David Graul von der Abteilung für Stadtplanung erläuterte die Details des Projekts. Das Projekt war Gegenstand von sechs Einsprüchen und einer Stellungnahme der Bewertungsstelle des Innenministeriums. Die erforderlichen Änderungen wurden in den schriftlichen Teil des PAP aufgenommen. Das Projekt sieht die Errichtung eines Gebäudekomplexes mit 25 Wohneinheiten, davon drei erschwingliche, in drei Blöcken in einem gemischten Stadtgebiet vor. Laut den Bebauungsvorschriften muss das Erdgeschoss des Gebäudes A für Nichtwohnnutzungen reserviert werden, während die Gebäude B und C mindestens 30 % ihrer Fläche für Nichtwohnnutzungen vorsehen müssen. Darüber hinaus sind Aktivitäten, die mit der Sicherheit, Gesundheit und Ruhe der Nachbarschaft unvereinbar sind – wie etwa Restaurants und Gastwirtschaften/Cafés – im Inneren des Blocks verboten. Das Projekt legt großen Wert auf Lebensqualität: Es werden private Grünflächen mit Bepflanzungen und Gärten angelegt, die über ein Regenwassersammelsystem bewässert werden. Oberirdische Parkplätze sind nicht vorgesehen und die Zufahrtsrampen zu den Tiefgaragen werden begrünt, um die Lärmbelastung durch die Route d'Esch zu reduzieren. Außerdem wird eine Fußgänger Verbindung geschaffen werden, um die beiden Straßen miteinander zu verbinden und die Mobilität zu erleichtern.

Patrick Hutmacher (LSAP) begrüßte grundsätzlich die Schaffung von Wohnraum, insbesondere von bezahlbarem Wohnraum, innerhalb der Gemeinde. Gleichzeitig bedauerte er, dass bestehende Gärten Gebäuden weichen müssten, deren Höhe er für überdimensioniert halte. Er äußerte auch Zweifel an der Möglichkeit, in zweiter Reihe zu bauen, da dies durch die Bauordnung normalerweise verboten sei. Kritisch sah er auch die fast vollständige Versiegelung



des Bodens durch die geplante Tiefgarage, die mit Betonplatten abgedeckt werden soll. Seiner Ansicht nach könne eine betonierte Fläche nicht als Grünfläche angesehen werden. Er widersprach auch der Schlussfolgerung des PAP, dass das Projekt die Hochwasserrisikosituation verbessern würde, da die Versiegelung den natürlichen Wasserabfluss verhindere.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) erkannte die Bedenken gegen die Hinterhofbebauungen an, bezeichnete sie jedoch als klassische "NIMBY"-Reaktion („Not in My Backyard“). Angesichts der nationalen Wohnungskrise unterstützte er das Projekt und betonte, dass es sich um eine private Initiative auf einem privaten Grundstück in strategischer Lage handle. Die Verdichtung der Stadt sei aus städtebaulicher Sicht sinnvoller als die Ausdehnung der Bebauung auf Grünflächen oder die Abholzung von Wäldern. Das Ratsmitglied lobte auch die Bemühungen der Gemeinde, das Projekt unter den gegebenen Einschränkungen zu optimieren, beispielsweise durch die kompakte Anordnung der Tiefgarage, die Nutzung von Regenwasser für die Bewässerung und die Einführung eines Grünplans.

Jeff Gross (CSV) sprach sich ebenfalls für das Projekt aus. Er lobte insbesondere die Förderung des Wohnens im Zentrum sowie die gute Anbindung an Schulen und öffentliche Verkehrsmittel. Die innere Verdichtung entspreche den nationalen Empfehlungen und stelle eine Verbesserung gegenüber der heutigen Situation dar. Er mahnte zwar eine genaue Beobachtung der Bodenversiegelung an, zeigte sich aber überzeugt, dass die vorgenommenen Anpassungen die Integration des Projekts in das bestehende Siedlungsgebiet erleichtern. Er erinnerte auch daran, dass die kommunale Stadtplanungskommission die Vorgehensweise der Gemeinde positiv bewertet habe.

Patrick Kohn (ADR) unterstützte das Projekt grundsätzlich, äußerte jedoch einen wichtigen Vorbehalt: Der Standort befinde sich in einem Feuchtgebiet. Er verwies auf einen Präzedenzfall aus dem Jahr 2003, als ein Wohnhaus in derselben Straße wegen einer überfluteten Tiefgarage verspätet fertiggestellt wurde. Damals musste der Bau um zwei Jahre verschoben werden, um eine so genannte weiße Wanne einzubauen. Angesichts dieser Erfahrungen warnte er vor den Risiken, die mit der Bebauung des Geländes verbunden seien.

David Graul erläuterte, dass die Gebäude in einer weißen Wanne errichtet werden, um das Eindringen von Wasser in die Tiefgarage zu verhindern. Eine Studie des Ingenieurbüros EEPI kam zu dem Ergebnis, dass durch das Projekt eine Verbesserung der bestehenden Situation zu erwarten sei, da durch eine gezielte Bebauung mit entsprechenden Maßnahmen die Situation besser bewältigt werden könne. Auf dieser Grundlage erteilte das Wasserwirtschaftsamt seine grundsätzliche Zustimmung. David Graul wies darauf hin, dass im Rahmen der abschließenden Prüfung der Baugenehmigung eine erneute Zustimmung des Wasserwirtschaftsamtes erforderlich sei, um alle Details des Vorhabens abschließend beurteilen zu können.

Der Gemeinderat verabschiedete den PAP Route d'Esch – Rue Paul Eyschen in Bettembourg schließlich mit 8 Stimmen bei 7 Enthaltungen.

Benennung von Straßennamen

Bürgermeister Laurent Zeimet informierte den Gemeinderat darüber, dass derzeit 24 Straßen in der Gemeinde nach männlichen Persönlichkeiten benannt sind, während nur fünf Straßen weibliche Namen tragen. Angesichts dieses Ungleichgewichts hatte das Schöffenkollegium den Wunsch geäußert, künftig mehr Straßen nach Frauen zu benennen. Diese Initiative soll sich nicht auf symbolische Aktionen während des "Monats der Frau" beschränken, sondern als nachhaltige Strategie zur langfristigen Gleichstellung der Geschlechter dienen.

Laurent Zeimet legte dem Gemeinderat eine Liste von 23 Frauen vor, deren Namen in Betracht gezogen werden könnten. Die Auswahl erfolgte durch die Suche nach weiblichen Pendants zu bestehenden männlichen Straßennamen sowie durch die Identifizierung historisch bedeutender



Frauen aus der Gemeinde. Insgesamt werden 19 Namen benötigt. So sollen die Straßen im zukünftigen Wohnviertel rund um den PAP LEO weibliche Namen erhalten. Ebenso sollen in der Cité Beaulieu in Nörtzingen und der Cité du Soleil in Bettembourg alle Nebenstraßen ohne eigene Namen einen weiblichen Namen erhalten, ohne jedoch die offiziellen Adressen zu ändern. Der Bürgermeister lud alle Fraktionen ein, die Liste zu prüfen und gegebenenfalls weitere Vorschläge zu unterbreiten. Die endgültige Entscheidung wird in der Kommission für Chancengleichheit und sozialen Zusammenhalt diskutiert.

Sylvie Jansa (LSAP) begrüßte die Initiative ausdrücklich und sagte ihre volle Unterstützung zu, da eine solche Maßnahme längst überfällig sei. Sie befürwortete die Namensvorschläge und hob hervor, dass es wichtig sei, insbesondere die Frauen zu ehren, die während des Zweiten Weltkriegs am Widerstand teilgenommen hätten.

Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) wies darauf hin, dass der Jurist des Nationalen Frauenrats derzeit prüfe, ob eine Straße nach einer noch lebenden Person benannt werden könne, wenn diese in Frankreich wohnhaft sei. In diesem Zusammenhang erwähnte sie Gisèle Pelicot, die als Opfer häuslicher Gewalt internationale Bekanntheit erlangt habe. Bürgermeister Zeimet betonte, dass eine solche Benennung grundsätzlich möglich sei und verwies auf luxemburgische Straßen, die bereits nach lebenden Personen benannt wurden.

"Meng Gemeng lieft Sport"

Der Gemeinderat beschloss, der Charta "Meng Gemeng lieft Sport" beizutreten, deren Ziel es ist, durch die Förderung von Bewegung und Sport eine gesunde, aktive und integrative Gesellschaft zu schaffen.

Bürgermeister Laurent Zeimet betonte, dass die Gemeinde in diesem Bereich eine Vorreiterrolle einnehme. Bereits seit 2015 bündelt sie ihr breites Angebot an Sport- und Freizeitangebot für alle Altersgruppen über einen Sportkoordinator im interkommunalen Syndikat "An der Schwemm". Im Rahmen der Charta werden diese Bemühungen nun rückwirkend finanziell unterstützt.

Schöffe Gusty Graas (DP) hob das große Engagement der Gemeinde Bettembourg für den Sport hervor. Er lobte das lebendige Vereinswesen mit zahlreichen dynamischen Vereinen und die gute Infrastruktur. Die Unterzeichnung der Charta sieht er als konsequente Fortsetzung der sportpolitischen Ausrichtung der Gemeinde. Er erinnerte auch an die Entwicklung des Masterplans Sport und betonte, dass die Sportpolitik nicht nur den Leistungssport, sondern alle Sportarten umfasse. In Bezug auf die Infrastruktur betonte der Schöffe, dass die Gemeinde gut ausgestattet sei, es aber wichtig sei, den Zugang zum Sport für alle zu gewährleisten – auch für diejenigen, die keinem Verein beitreten wollen. Abschließend wies er darauf hin, dass das zuständige Ministerium im Rahmen der Charta 80 % der Kosten für den Sportkoordinator übernimmt.

Konventionen

Der Gemeinderat genehmigte die Konvention zur „Fuel Box X“-Ausstellung. Der Bürgermeister informierte die Ratsmitglieder darüber, dass die Gemeinde – wie bereits bei der Vorstellung des Haushaltsplans angekündigt – symbolisch Abschied von den ehemaligen Gemeindewerkstätten in der Route d'Abweiler nehmen möchte, bevor diese abgerissen werden. Geplant ist eine Ausstellung zeitgenössischer Kunst in Zusammenarbeit mit dem Künstlerkollektiv „Fuel Box“, an der rund 40 Künstler teilnehmen werden. Die Ausstellung findet vom 17. Juli bis zum 10. August 2025 statt.



Sylvie Jansa (LSAP) begrüßte diese interessante Initiative und fragte, ob auch Künstler aus Bettembourg eingeladen werden. Der Bürgermeister erklärte, dass das Kollektiv bereits mit einigen lokalen Künstlern in Kontakt stehe, man sich aber darum bemühen werde, auch weitere Talente aus der Gemeinde einzubeziehen.

Der Gemeinderat genehmigte auch die Konvention mit der „UP Foundation“ zur Umsetzung des Projekts „Kinder- und Jugendforum“, das Bestandteil der Schöffenerklärung ist. Schöffin Josée Lorsché erläuterte, dass dieses Forum das Mitspracherecht und die aktive Beteiligung von Kindern und Jugendlichen in der Gemeinde bei Themen, die sie direkt betreffen, stärken soll. Diese Mitbestimmung sei auch ein in der internationalen Kinderrechtskonvention verankertes Recht. Erste Workshops zur Gestaltung des öffentlichen Raums, die sich mit Spielplätzen, Schulhöfen und der Neugestaltung des Zentrums von Bettembourg befassen, sind bereits in Vorbereitung. Ziel ist es, Ideen zu entwickeln, wie der öffentliche Raum kinder- und jugendfreundlicher gestaltet werden kann. Mit diesem Projekt reagiert die Gemeinde auch auf die Forderung nach einer Jugendkommission. Die Schöffin betonte, dass es nicht zielführend sei, wenn nur Erwachsene über die Belange von Kindern und Jugendlichen entscheiden. Eine aktive Beteiligung über Workshops sei viel effektiver.

Patrick Kohn (ADR) begrüßte diese Initiative und erkundigte sich, ob die Gemeinde nicht auch einen Kindergemeinderat einrichten wolle. Josée Lorsché antwortete, dass die Erfahrung aus anderen Gemeinden zeige, dass ein Kindergemeinderat von vielen Kindern und Jugendlichen als wenig attraktiv empfunden werde, da er nicht als Ort wahrgenommen werde, an dem ihre Ideen umfassend diskutiert werden könnten. Viel lieber würden sie sich aktiv einbringen, etwa durch Malen und Basteln, um ihre Ideen zu visualisieren. Sie informierte Patrick Kohn darüber, dass die Teilnehmer des Forums ihre in den Workshops entwickelten Ideen in einer Gemeinderatssitzung vorstellen werden.

Gewerbegebiet Wolser F

Nach den Erläuterungen von Schöffe Jean Marie Jans genehmigte der Gemeinderat einerseits die notarielle Urkunde, mit der das Baurecht für die Parzellen im Gewerbegebiet Wolser F an die Firma DELLIZOTTI formalisiert wird und andererseits die Vereinbarung mit Maecolux/Questa SA zu, die es dem Unternehmen ermöglicht, mit dem Bau im Gewerbegebiet Wolser F zu beginnen.

Änderungen in den kommunalen Kommissionen

Auf Vorschlag der ADR ersetzte der Gemeinderat Stephan Salvatore durch Klaus Klein in der Mobilitätskommission, Patrick Basch durch Tonka Ivanova in der Kommission für Kultur und Tourismus und Alain Sohy durch Marianne Stehmeier in der Kommission für sozialen Zusammenhalt. Auf Antrag der LSAP ersetzte der Gemeinderat Marie-Rose Künsch-Kass durch Maryse Neuens in der Kommission für Senioren und Inklusion und Françoise Goerend durch Mika Pinto Texeira in der Kommission für nachhaltige Entwicklung.

Fragen der Ratsmitglieder

Guy Frantzen (LSAP) erkundigte sich nach den geplanten Maßnahmen zur Minderung der Auswirkungen schwerer Überschwemmungen im Viertel "Al Beetebuerg". Zudem fragte er nach dem für 2025 vorgesehenen Budget von 180.000 €, nach der Begleitung des Dossiers durch das Büro EEPI und nach einem weiteren Treffen mit den betroffenen Anwohnern.

Bürgermeister Laurent Zeimet erklärte, dass das Expertenbüro EEPI eine Liste mit prioritären Maßnahmen zur Bekämpfung von Hochwasser und Starkregen vorgeschlagen habe. Um diese



Maßnahmen zu diskutieren, sei für den 23. April 2025 ein Treffen mit den Verantwortlichen des Wasserwirtschaftsamtes geplant, um deren Umsetzung und mögliche staatliche Unterstützung zu klären. In der Zwischenzeit werde unter anderem eine Messstation auf der Brücke der Route d'Esch installiert. Nach dem Treffen mit dem Wasserwirtschaftsamt ist ein weiteres Treffen mit den betroffenen Anwohnern geplant.

